

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 07 Septembre 2022****Objet n° 26** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mme Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Sadik Koksal, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maïté Bodart, M. Quentin Vanbaelen, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Sihame Haddioui, Echevin; MM. Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Mme Fatiha El Khattabi, M. Arnaud Verstraete, Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, M. Emel Dogancan, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Elyass EL YAKOUBI, Conseiller communal.

#Objet : Règlement de police organisant les autorisations et les conditions d'exploitation des magasins de nuit et des bureaux privés de télécommunication - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 34 voix contre 0 et 4 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu les articles 119 et 135, § 2, 7° de la Nouvelle Loi communale qui donnent aux communes le pouvoir d'adopter des ordonnances de police afin de combattre tout dérangement public ;

Vu l'article 7 du Décret des 2-17 mars 1791, dit « décret d'Allarde », remplacé par les articles II.3 et II.4 du Code de droit économique ;

Vu l'article 6, c), de la Loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, qui interdit l'accès du consommateur dans les magasins de nuit avant 18h00 et après 7h00 « sauf si un règlement communal fixe d'autres heures de fermeture » ;

Vu l'article 6, d) de la même Loi qui interdit l'accès du consommateur dans les bureaux privés de télécommunication avant 5h00 et après 20h00 « sauf si un règlement communal fixe d'autres heures de fermeture » ;

Vu l'article 18 de la Loi précitée ;

Vu le Règlement général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises entré en vigueur le 1er septembre 2020 ;

Vu l'arrêt du CE n° 231.202 du 12 mai 2015 ;

Vu le principe de proportionnalité entre mesures de police et restrictions à la liberté de commerce et d'industrie ;

Attendu que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique dans les rues, lieux et édifices publics ;

Attendu que l'Autorité communale est investie du rôle de contrôler les risques que présentent l'implantation et l'exploitation d'établissements commerciaux ; qu'afin d'assurer ce rôle, elle est compétente pour édicter des prescriptions particulières applicables à des commerces particuliers en exécution et dans le respect des normes en vigueur ;

Considérant la nécessité d'opérer une balance des intérêts entre la tranquillité des riverains et la continuité d'une offre de télécommunication en réponse à la demande des citoyens ;

Considérant l'utilité que représente l'accès à certains produits de nuit mais aussi l'importance d'un sommeil de qualité pour les riverains ;

Considérant que les constats de police rapportent que les magasins de nuit et de télécommunication constituent une réelle source de nuisance et de perturbation de l'ordre public ;

Considérant que l'interdiction de vente de boissons alcoolisées au-delà de 23h00 se justifie de par les faits de désordres publics constatés ; qu'il n'y a pas de discrimination avec les autres établissements qui vendent le même type de produits car, dans les cafés et restaurants, la consommation se fait sur place et que ces établissements sont soumis à différentes règles légales ; que le volume d'alcool contenu dans les boissons vendues dans les stations-services est limité à 6% ; que tous les autres établissements ont d'autres activités principales que les magasins de nuit ; qu'il ne saurait y avoir de discrimination entre des établissements de nature différente ; Considérant les mesures de surveillance particulière et de contrôle spécifiques par les services de police qu'engendrent ces activités d'une part et ceux liés à davantage d'interventions des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques d'autre part ;

Considérant que ce genre d'établissements génère des nuisances importantes : arrivées et départs bruyants des clients, stationnements anarchiques aux abords, bouteilles cassées et autres déchets en pagaille dans les environs immédiats ; que ces différents éléments justifient la mise en œuvre d'un système d'autorisation préalable et de contrôle continu ;

Considérant qu'un excès des « phone shop » et des « night shop » nuit à la qualité et à l'attractivité du commerce sur le territoire et que cette spirale descendante doit être maîtrisée par des actions ciblées visant à modifier la diversité et la qualité des magasins ; que le présent règlement et en particulier les conditions et limitations d'ouverture ont été instaurées dans le but de réguler le nombre de ces établissements ;

Considérant que les dispositions de ce règlement de police tendent à lutter contre les nuisances et permettraient de mener une politique de police locale réfléchie dans les centres commerciaux ;

Considérant par ailleurs que l'implantation de magasins de nuit et de bureaux privés pour les télécommunications dans des zones à forte concentration de logements est inopportune, vu les nuisances sonores et les troubles à l'ordre public ainsi que les soucis de malpropreté que ces commerces engendrent ;

Considérant la matérialité des interventions policières, ainsi que les procès-verbaux administratifs relatifs à des faits antérieurs au règlement, qui attestent que de nombreuses interventions ont été réalisées à proximité immédiate de magasins de nuit et ou de télécommunication ;

Considérant que cette Ordonnance abroge et remplace toute ordonnance communale qui réglemente la matière ;

DECIDE

Article premier : champ d'application

Le présent règlement fixe les règles administratives et techniques régissant les magasins de nuit et bureaux privés pour les télécommunications afin d'assurer un bon équilibre entre l'accessibilité aux produits et services proposés par ces types de commerce et la tranquillité ainsi que la salubrité publique.

L'ouverture, d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications, est interdite sans autorisation écrite préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 2 : définitions

Par magasin de nuit, mieux connu sous l'appellation de "night-shop", on entend toute unité d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention "magasin de nuit".

Par bureau privé pour les télécommunications, mieux connu sous l'appellation de "phone-shop", on entend toute unité d'établissement accessible au public pour la prestation de tous les services de télécommunications.

Par exploitant, on entend toute personne physique ou morale qui supporte le risque de gestion d'un magasin de nuit ou de télécommunication.

Article 3 : conditions d'implantation spatiale

§1. Aucune autorisation d'exploiter un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications ne sera accordée si l'implantation projetée se situe dans une des zones suivantes :

1. Place Colignon
2. Avenue Louis Bertrand
3. Avenue Huart Hamoir
4. Avenue Eugène Demolder
5. Square François Riga
6. Avenue des Azalées
7. Place des Bienfaiteurs
8. Place Princesse Elisabeth

Pour le quartier Terdelt :

1. Rue Alexandre De Craene
2. Rue Julius Hoste
3. Rue Hubert Krains
4. Rue Désiré Desmet
5. Rue Charles Vanderstappen
6. Rue Herman Richir
7. Rue Godefroid Guffens
8. Avenue Raymond Foucart
9. Rue Theo Coopman
10. Rue Victor Vanderhoeft

Pour le quartier des Fleurs :

1. Avenue des Capucines
2. Avenue des Héliotropes
3. Avenue des Jacinthes
4. Rue des Pensées
5. Rue des Mimosas
6. Avenue des Glycines

§ 2. Aucune autorisation d'ouverture d'un nouveau magasin de nuit ou d'un bureau privé de télécommunication ne sera délivrée si l'unité de l'établissement projetée est située dans une zone d'habitation à prédominance résidentielle telle que définie par le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS)

§ 3. L'implantation d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications doit se faire dans le respect des critères suivants : dans un périmètre d'un rayon de 300 m dont le centre correspond à l'immeuble faisant l'objet de la demande d'installation d'un phone-shop, le quota maximum de phone-shop admissible, y compris celui faisant l'objet de la demande, est de 4 en liseré de noyau commercial défini par le Plan Régional d'Affectation du Sol et de 2 hors liseré de noyau commercial ;

Les distances dont question ci-dessus sont calculées sur base d'un rayon tracé tout autour de l'établissement.

Article 4 : recevabilité de la demande

§ 1. La demande d'autorisation d'implantation et d'exploitation est introduite par le gérant de l'établissement au moyen d'un formulaire dont le modèle sera arrêté par le Collège communal.

Cette demande sera introduite avant le début de l'activité commerciale auprès du service commerces : commerces@1030.be.

§2. Une fois le permis d'urbanisme délivré, toute personne souhaitant commencer l'exploitation d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications, remet à l'administration communale les documents suivants :

1. pour un projet d'exploitation par une personne physique : une copie de la carte d'identité et une photo ainsi que son numéro de téléphone, de GSM et son adresse e-mail ;
2. pour un projet d'exploitation par une personne morale : une copie de la carte d'identité des gérants ou administrateurs,

- une photo et un numéro de téléphone ainsi que numéro de GSM et e-mail ;
- 3. un extrait de casier judiciaire du gérant et de chaque administrateur en cas de gérance en personne morale datant de maximum 3 mois au moment de l'introduction de la demande ;
- 4. en cas de gérance en personne morale, l'extrait intégral des données de l'entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises reprenant notamment le numéro d'unité d'établissement ;
- 5. en cas de gérance en personne morale, une copie des statuts de la société avec cachet du greffe du tribunal de commerce ;
- 6. la mention du type d'établissement projeté ;
- 7. les attestations de souscription d'assurances exploitation, incendie et explosion ;
- 8. l'attestation de souscription d'une assurance responsabilité objectif (pour les surfaces de plus de 50m2) ;
- 9. l'attestation de souscription d'une assurance « accident du travail » (si du personnel est engagé) ;
- 10. une attestation de conformité au Règlement général des Installations électriques délivré par un organisme agréé par le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ainsi que la transmission du contrôle des installations électriques annuels ;
- 11. une attestation de conformité des extincteurs ainsi que la transmission du contrôle annuel ;
- 12. la preuve du paiement des cotisations ONSS ;
- 13. le cas échéant, une copie de la demande d'autorisation de fabrication ou de mise dans le commerce de denrées alimentaires auprès de l'AFSCA ;
- 14. copie du permis d'urbanisme ;
- 15. une copie du contrat d'enlèvement des déchets ;
- 16. copie du panneau indiquant le jour de fermeture ;
- 17. autorisation vente alcool tabac auprès des douanes et accise.

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins refuse d'accorder l'autorisation d'ouvrir un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications si le demandeur omet de remettre un ou plusieurs documents visés au paragraphe précédent.

Article 5 : traitement de la demande

Pour prendre sa décision, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut se fonder sur un avis des services de police portant sur les risques de trouble à l'ordre public, à la sécurité et au calme qu'un tel commerce peut engendrer et sur les éventuelles recommandations pour prévenir ces risques, sur un avis des services de l'hygiène, ainsi que sur tout autre avis que le Collège communal estime opportun.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut refuser d'accorder l'autorisation d'exploiter un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des considérations liées à la localisation spatiale de l'établissement ou au maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la tranquillité.

Article 6 : délivrance de l'autorisation

§ 1. L'autorisation est délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour une durée indéterminée à une personne physique. Au cas où la demande est introduite par la société, celle-ci doit désigner le gérant principal. Celle-ci est adressée au gérant par courrier recommandé.

L'autorisation est personnelle et incessible. Toutefois, en cas de cessation d'activités, le titulaire de l'autorisation peut céder celle-ci par le biais de la déclaration prévue à l'article 12.

§ 2. Cette autorisation doit être demandée et les obligations reprises à l'article 4 respectées, dans les cas suivants :

- Avant l'ouverture ou la réouverture (par exemple suite à un incendie ou à des travaux, etc), d'un commerce de nuit ou de télécommunication (avec n° d'établissement propre) ;
- Avant la reprise (avec ou sans fermeture intermédiaire) d'un établissement dans le cadre d'une cession de fonds de commerce ;
- Avant tout changement d'exploitant, de gérant, d'associé actif et, le cas échéant, de préposé au sein de la société ;
- Avant tout changement d'affectation.

En outre, le moindre changement touchant de près ou de loin l'établissement doit être notifié au plus vite au département « dynamisation économique », service commerces communal.

§ 3. Pour les magasins de télécommunication, l'autorisation précise le nombre d'appareils autorisés.

Article 7 : heures d'ouverture des magasins de nuit

§ 1. Par dérogation à l'article 6, c), de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'accès au consommateur est interdit dans les magasins de nuit : avant 18 heures et après une heure.

§ 2. Conformément aux articles 8 et 9 de la loi de 2006, une période de fermeture non interrompue de 24h doit être assurée.

Article 8 : heures d'ouverture des bureaux privés pour les télécommunications

§1. Par dérogation à l'article 6, d), de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'accès au consommateur est interdit dans les bureaux privés pour les télécommunications : de 20 heures à 08 heures.

§ 2. Conformément aux articles 8 et 9 de la loi de 2006, une période de fermeture non interrompue de 24h doit être assurée.

Article 9 : entretien des vitrines

Les détenteurs de l'autorisations maintiennent constamment les vitrines extérieures de son établissement en bon état. Elles ne pourront, en aucun cas, être remplacées par des panneaux en bois ou tout autre matériau.

Les vitrines extérieures des bureaux privés pour les télécommunications et des magasins de nuit ne peuvent être occultées sur plus de 20% de leur surface.

Aucune cabine de télécommunication ne peut être établie en vitrine des bureaux privés pour les télécommunications.

Article 10 : entretien du domaine public et protection de l'ordre public

§ 1. Conformément aux articles 17 et 18 du Règlement Général de Police commun aux 19 Communes, les détenteurs de l'autorisation sont responsables de la propreté et du respect de la tranquillité aux abords de l'établissement concerné.

§ 2. Toute mesure utile doit être prise de manière à ce que l'exploitation du magasin de nuit:

1° Ne soit pas à l'origine d'attroupement sur la voie publique et ne perturbe pas le repos des riverains. A cet effet :

- a) les détenteurs de l'autorisation s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter la tranquillité des abords

- de l'établissement concerné ;
- b) les détenteurs de l'autorisation informent eux-mêmes les services de police en cas d'attroupement de clients devant leur commerce ;
- c) la diffusion de musique est strictement interdite au sein d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé de télécommunication.

2° Ne porte pas atteinte à la propreté du domaine public et des propriétés riveraines conformément aux dispositions du Règlement général de police.

Article 11 : dispositions spécifiques à la vente d'alcool

L'autorisation d'exploitation d'un magasin de nuit et d'un bureau privé de télécommunication précisera que la vente de boissons alcoolisées au-delà de 23h00 est interdite.

Article 12 : déclaration en cas de cession d'établissement

Les cessionnaires de magasins de nuit et de bureaux privés pour les télécommunications sont tenus de faire une déclaration de reprise de commerce, à l'occasion de toute nouvelle exploitation.

Cette déclaration sera introduite auprès du Service commerces : commerces@1030.be

Cette déclaration doit obligatoirement être accompagnée des mêmes documents que ceux exigés dans l'article 4, § 2.

Article 13 : Incompatibilités

Un établissement ne peut exercer à la fois les activités d'un magasin de nuit avec celles d'un bureau privé pour les télécommunications.

Les exploitants des établissements existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement, qui exerceraient leurs activités en contravention avec cette interdiction devront, par le biais d'une déclaration, opter pour l'exercice de l'une de ces activités à l'exclusion de l'autre.

Cette déclaration sera introduite dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent règlement, auprès du Services commerces.

Article 14 : sanctions

Le non-respect des dispositions du présent règlement sera sanctionné soit d'une amende administrative, soit d'une suspension ou d'un retrait administratif de l'autorisation ou de la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif, conformément au prescrit de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Le Bourgmestre peut également ordonner la fermeture de l'établissement en cas d'exploitation en contravention avec le règlement communal ou la décision du collège des bourgmestre et échevins conformément à l'article 18, § 2 de la loi du 10 novembre 2006 précitée.

Article 15 : dispositions transitoires

Chaque nouvelle demande, introduite après l'entrée en vigueur de ce règlement, sera évaluée selon les modalités prévues par ce règlement.

Les exploitations existantes doivent être régularisées et adaptées aux modalités prévues par ce règlement au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur de ce règlement. Au-delà de cette période transitoire, les autorisations existantes sont nulles de plein droit. Le présent règlement entrera en vigueur 5 jours après sa publication.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 07 Septembre 2022.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 07 September 2022****Voorwerp nr 26** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wnd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Sadik Koksai, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, kevin likaj, mohamed echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, H. Quentin Vanbaelen, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; HH. Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Mevr. Fatiha El Khattabi, H. Arnaud Verstraete, Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, H. Emel Dogancan, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Elyass EL YAKOUBI, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Politierglement betreffende de toelatingen en de uitbatingvoorwaarden van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 34 stem(men) tegen 0 en 4 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 119 en 135, § 2, 7° van de Nieuwe Gemeentewet die aan de gemeenten de bevoegdheid geven om politieverordeningen op te stellen ter bestrijding van de verstoring van de openbare orde;

Gelet op het artikel 7 van het decreet van 2 en 17 maart 1791, genoemd « decreet d'Allarde », vervangen door de artikelen II.3 en II.4 van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op het artikel 6, c), van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, die consumenten de toegang tot nachtwinkels voor 18.00 uur en na 07.00 uur verbiedt "behalve als een gemeentelijk reglement andere sluitingsuren bepaalt";

Gelet op het artikel 6, d), van dezelfde wet, die consumenten de toegang tot bureaus voor telecommunicatie voor 05.00 uur en na 20.00 uur verbiedt "behalve als een gemeentelijk reglement andere sluitingsuren bepaalt";

Gelet op het artikel 18 van de voorbenoemde wet;

Gelet op het gemeenschappelijke Algemeen Politierglement van de 19 Brusselse gemeenten die op eerste september 2020 van kracht werd;

Gelet op het besluit van de R.V.S. n°231.202 van 12 mei 2015;

Gelet op het evenredigheidsbeginsel tussen politimaatregelen en beperkingen van de vrijheid van handel en industrie;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat aan de gemeente de taak is toevertrouwd om de risico's van de oprichting en de uitbating van commerciële vestigingen te beheersen; dat het om deze rol te vervullen bevoegd is om bepaalde voorschriften uit te vaardigen die van toepassing zijn op bepaalde bedrijven in uitvoering en in overeenstemming met de geldende normen;

Gezien de noodzaak om een belangenafweging te vinden tussen de rust van de omwonenden en de continuïteit van een telecommunicatieaanbod als antwoord op de vraag van de burgers;

Gezien het nut van toegang tot bepaalde nachtproducten, maar ook het belang van een goede nachtrust voor omwonenden;

Overwegende dat de politierapporten melden dat nacht- en telecommunicatiewinkels een echte bron van overlast en verstoring van de openbare orde vormen;

Overwegende dat het verbod op de verkoop van alcoholische dranken na 23.00 uur gerechtvaardigd is door de vastgestelde feiten van openbare orde; dat er geen discriminatie is met andere etablissementen die hetzelfde type product verkopen omdat in cafés en restaurants ter plaatse wordt geconsumeerd en dat voor deze etablissementen andere wettelijke regels gelden; dat het alcoholvolume in dranken die in tankstations worden verkocht, beperkt is tot 6%; dat alle andere etablissementen andere hoofdactiviteiten hebben dan nachtwinkels; dat er geen onderscheid kan worden gemaakt tussen inrichtingen van verschillende aard;

Gezien de bijzondere bewakings- en specifieke controlemaatregelen van de politiediensten die door deze activiteiten worden gegenereerd enerzijds en die gekoppeld zijn aan meer interventies door gemeentelijke diensten op het gebied van netheid en openbare veiligheid anderzijds;

Overwegende dat dit type etablissement aanzienlijke overlast veroorzaakt: lawaaiige aankomst en vertrek van klanten, anarchistisch parkeren in de omgeving, kapotte flessen en ander afval in de directe omgeving; dat deze verschillende elementen de invoering van een systeem van voorafgaande toestemming en continue monitoring rechtvaardigen;

Overwegende dat een overdaad aan "telefoonwinkels" en "nachtwinkels" schadelijk is voor de kwaliteit en aantrekkelijkheid van de handel in het gebied en dat deze neerwaartse spiraal moet worden beheerst door gerichte acties om de diversiteit en kwaliteit van sommige winkels te wijzigen; dat deze verordening en in het bijzonder de voorwaarden en beperkingen van de opening zijn ingevoerd met het doel het aantal van deze vestigingen te reguleren;

Overwegende dat de bepalingen van dit politierglement overlast bestrijden en een doordacht lokaal politiebeleid in winkelcentra mogelijk zouden maken;

Overwegende bovendien dat de vestiging van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie in gebieden met een hoge concentratie aan woningen ongepast is, gezien de geluidsoverlast en verstoring van de openbare orde en de problemen op het gebied van netheid die deze winkels veroorzaken;

Gezien de materialiteit van de politie-interventies, alsmede de administratieve verslagen met betrekking tot feiten voorafgaand aan het politiereglement, waaruit blijkt dat er in de directe omgeving van nacht- en/of telecomwinkels veel interventies hebben plaatsgevonden;

Overwegende dat deze verordening alle lokale verordeningen die deze materie regelt intrekt en vervangt;

BESLUIT

Artikel 1 : Toepassingsgebied.

Deze verordening stelt de administratieve en technische regels vast voor nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie om een goed evenwicht te waarborgen tussen toegankelijkheid van de producten en diensten die door dit soort handelszaak worden aangeboden en rust en volksgezondheid.

De opening van een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie is verboden zonder de voorafgaande schriftelijke vergunning van het college van Burgemeester en schepenen.

Artikel 2 : définities

Met nachtwinkel, beter bekend als "nachtshop", bedoelen we elke vestigingseenheid waarvan de netto commerciële oppervlakte niet groter is dan 150 m², die geen andere activiteit uitoefent dan de verkoop van producten algemene voeding en huishoudelijke artikelen en die permanent en zichtbaar de woorden "nachtwinkel" weergeeft.

Een privaat bureau voor telecommunicatie, beter bekend als "phoneshop", betekent elke voor het publiek toegankelijke vestigingseenheid voor de levering van alle telecommunicatiediensten.

Met exploitant bedoelen we elke natuurlijke of rechtspersoon die het risico draagt om een nacht- of telecommunicatiewinkel te beheren.

Artikel 3 : voorwaarden voor de ruimtelijke inplanting.

§1. Er wordt geen vergunning verleend om een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie te exploiteren als de geplande locatie zich in een van de volgende gebieden bevindt:

1. Colignonplein
2. Louis Bertrandlaan
3. Huart Hamoirlaan
4. Eugène Demolderlaan
5. François Rigasquare
6. Azalealaan
7. Weldoenersplein
8. Prinses Elisabethplein

Voor de wijk Terdelt:

1. Alexandre De Craenestraat
2. Julius Hostestraat
3. Hubert Krainsstraat
4. Désiré Desmetstraat
5. Charles Vanderstappenstraat
6. Herman Richirstraat
7. Godefroid Guffensstraat
8. Raymond Foucartlaan
9. Théo Coopmanstraat
10. Victor Vanderhoeftstraat

Voor de Bloemenwijk:

1. Kapucijnbloemenlaan
2. Heliotropenlaan
3. Hyacintenlaan
4. Penseestraat
5. Mimosasstraat
6. Blauwewegenlaan

§ 2. Er wordt geen vergunning verleend om een nieuwe nachtwinkel of een particulier telecommunicatiekantoor te openen indien de geplande eenheid van de inrichting is gelegen in een overwegend woonegebied zoals gedefinieerd door het Gewestelijk Ruimtelijk Plan (PRAS)

§ 3. De vestiging van een nachtwinkel of een privékantoor voor telecommunicatie moet voldoen aan de volgende criteria: binnen een omtrek van een straal van 300 meter, waarvan het middelpunt overeenkomt met het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag voor de installatie van een phone-shop, het maximum quotum van toelaatbare phone-shops, met inbegrip van diegene die het onderwerp van de aanvraag uitmaakt, ligt aan 4 binnen de rand van de in het Gewestelijk Ruimtelijk Plan gedefinieerde bedrijfskern en 2 buiten de bedrijfskern;

Bovenstaande afstanden worden berekend op basis van een straal rondom de inrichting.

Artikel 4 : ontvankelijkheid van het verzoek

§ 1. De aanvraag tot machtiging tot oprichting en exploitatie wordt ingediend door de beheerder van de inrichting door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door het gemeentelijk college.

Dit verzoek zal vóór de start van de commerciële activiteit worden ingediend bij de Dienst Handel: handel@1030.be.

§2. Zodra de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd is, moet eenieder die een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie wenst uit te baten, de volgende documenten overhandigen aan het gemeentebestuur :

1. voor een exploitatieproject door een natuurlijke persoon: een kopie van de identiteitskaart en een foto alsook zijn telefoonnummer, gsm-nummer en e-mailadres;

2. voor een exploitatieproject door een rechtspersoon: een kopie van de identiteitskaart van de beheerder of beheerders, een foto en een telefoonnummer alsook een gsm-nummer en e-mail;
3. een uittreksel uit het strafregister van de exploitant en van elke bestuurder in geval van bestuur als rechtspersoon daterend van niet meer dan 3 maanden op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;
4. in het geval van bestuur als rechtspersoon, het volledig uittreksel van de gegevens van de vennootschap uitgegeven door de Kruispuntbank van Ondernemingen, met inbegrip van in het bijzonder het vestigingsnummer;
5. in geval van bestuur als rechtspersoon, een kopie van de statuten met de stempel van de griffie van de rechtbank van koophandel;
6. vermelding van het vooropgestelde type inrichting;
7. attesten van inschrijving op de exploitatie-, brand- en explosieverzekering;
8. het attest van inschrijving op objectieve aansprakelijkheidsverzekering (voor oppervlakten groter dan 50m²);
9. het attest van inschrijving op de verzekering "ongevallen op het werk" (indien personeel wordt aangeworven);
10. een attest van overeenstemming met het Algemeen Reglement voor de Elektrische Installaties afgeleverd door een door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie erkende organisatie alsook de overlegging van de jaarlijkse keuring van de elektrische installaties;
11. een gelijkvormigheidsattest van de brandblussers alsook de verzending van de jaarlijkse keuring;
12. bewijs van betaling van sociale zekerheidsbijdragen;
13. in voorkomend geval, een kopie van de aanvraag tot toelating tot de vervaardiging of het op de markt brengen van levensmiddelen van het FAVV;
14. kopie van de stedenbouwkundige vergunning;
15. kopie van het ophaalcontract voor het afval;
16. kopie van het bord dat de sluitingsdag aangeeft;
17. vergunning om alcohol en tabak te verkopen aan douane en accijnzen.

§3. Het college van Burgemeester en Schepenen weigert een machtiging tot het openen van een nachtwinkel of een privékantoor voor telecommunicatie indien de aanvrager een of meer documenten bedoeld in het vorige lid niet kan voorleggen.

Artikel 5 : Behandeling van de aanvraag.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan zich bij zijn beslissing baseren op een advies van de politiediensten met betrekking tot de mogelijke verstoring van de openbare orde, veiligheid en rust die dergelijke handel kan veroorzaken en op de eventuele aanbevelingen om deze verstoring te voorkomen, op een advies van de gezondheidssdienst, alsmede over ieder ander oordeel dat het Gemeentecollege opportuun acht.

Het college van Burgemeester en Schepenen kan de vergunning voor de exploitatie van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie weigeren op grond van de ruimtelijke ligging van de handelszaak of van de handhaving van de openbare orde, veiligheid en rust.

Artikel 6 : afgifte van toelating.

§ 1. De machtiging wordt door het college van Burgemeester en Schepenen voor onbepaalde duur afgeleverd aan een natuurlijke persoon. Indien het verzoek door de vennootschap wordt ingediend, moet deze de hoofdverantwoordelijke aanstellen. Deze wordt aangetekend naar de exploitant gestuurd.

De machtiging is persoonlijk en niet overdraagbaar. In geval van stopzetting van de activiteiten kan de houder van de vergunning deze echter overdragen door middel van de in artikel 12 bedoelde verklaring.

§ 2. Deze machtiging moet worden aangevraagd en de verplichtingen vermeld in artikel 4 worden gerespecteerd in de volgende gevallen:

- Vóór de opening of heropening (bijvoorbeeld na brand of werken, enz.), van een nachtwinkel of een telecommunicatiewinkel (met een eigen vestigingsnummer);
- Vóór de overname (met of zonder tussentijdse sluiting) van een vestiging in het kader van een verkoop van goodwill;
- Vóór elke verandering van operator, manager, actieve partner en, indien van toepassing, functionaris binnen het bedrijf;
- Vóór elke wijziging van de opdracht.

Bovendien moet de kleinste wijziging die rechtstreeks of onrechtstreeks van invloed is op de inrichting, zo snel mogelijk worden gemeld aan de dienst "economische revitalisering", de gemeentelijke dienst handel.

§ 3. Voor telecommunicatiewinkels specificeert de machtiging het aantal geautoriseerde apparaten.

Artikel 7 : openingstijden nachtwinkel

§ 1. In afwijking van artikel 6, c), van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in de handel, ambachten en diensten, is de toegang voor de consument verboden in nachtwinkels: vóór 18u en na één uur.

§ 2. Overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van de wet van 2006 moet een ononderbroken sluitingsperiode van 24 uur worden gegarandeerd.

Artikel 8 : openingstijden van private bureau voor telecommunicatie

§1. In afwijking van artikel 6, d), van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in de handel, ambachten en diensten, is de toegang voor de consument verboden in een privaat bureau voor telecommunicatie: van 20u tot 8u.

§ 2. Overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van de wet van 10 november 2006 moet een ononderbroken sluitingsperiode van 24 uur worden gegarandeerd.

Artikel 9 : onderhoud van de vitrines.

Vergunninghouders houden de buitenramen van hun inrichting voortdurend in goede staat. Ze kunnen in geen geval worden vervangen door houten panelen of enig ander materiaal.

De buitenramen van een privaat bureau voor telecommunicatie en nachtwinkels mogen niet over meer dan 20% van hun oppervlak worden verduisterd.

Er mag geen telecommunicatiecabine in de vitrine worden opgesteld voor een privaat bureau voor telecommunicatie.

Artikel 10 : handhaving van het publieke domein en bescherming van de openbare orde

§ 1. Overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het algemeen politiereglement dat de 19 gemeenten gemeen hebben, zijn de vergunninghouders verantwoordelijk voor de netheid en het respect voor de rust rond de betrokken inrichting.

§ 2. Alle nuttige maatregelen moeten worden genomen opdat de werking van de nachtwinkel:

1° Geen drukte veroorzaakt op de openbare weg en de overige omwonenden niet stoort. Voor dit doeleinde :

- a) de vergunninghouders verbinden zich ertoe hun klanten te informeren en hen aan te moedigen de rust van de omgeving van de betrokken vestiging te respecteren;
- b) de vergunninghouders verwittigen zelf de politiediensten bij een menigte klanten voor hun zaak;
- c) het uitzenden van muziek is ten strengste verboden in een nachtwinkel of een particulier telecommunicatiekantoor.

2° Geen afbreuk doen aan de netheid van het openbaar domein en de aangrenzende panden conform de bepalingen van het Algemeen Politiereglement.

Artikel 11 : bepalingen specifiek voor de verkoop van alcohol

In de vergunning voor de exploitant van een nachtwinkel en een privaat bureau van telecommunicatie wordt bepaald dat de verkoop van alcoholische dranken na 23:00 uur verboden is.

Artikel 12 : aangifte bij overgang van vestiging

De verkrijgers van nachtwinkels en een privaat bureau voor telecommunicatie moeten bij elke nieuwe operatie een verklaring van hervatting van de handel afleggen.

Deze aangifte wordt ingediend bij de Dienst Handel: handel@1030.be.

Deze verklaring moet vergezeld gaan van dezelfde documenten als vereist in artikel 4, § 2.

Artikel 13 : onverenigbaarheden

Een inrichting mag niet zowel de werkzaamheden van een nachtwinkel als die van een particulier telecommunicatiekantoor uitoefenen.

De exploitanten van inrichtingen bestaande vóór de inwerkingtreding van deze regeling, die hun activiteiten uitoefenen in strijd met dit verbod, moeten door middel van een verklaring kiezen voor het uitoefenen van een van deze activiteiten met uitsluiting van de andere.

Deze aangifte zal worden ingediend binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, bij de dienst Handel.

Artikel 14 : sancties

Het niet naleven van de bepalingen van dit reglement wordt bestraft met ofwel een administratieve boete, ofwel door schorsing of administratieve intrekking van de vergunning of administratieve sluiting van de inrichting op tijdelijke of definitieve basis, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 Juni 2013 met betrekking tot gemeentelijke administratieve sancties.

De Burgemeester kan ook de sluiting van de inrichting bevelen in geval van werking in strijd met het gemeentelijk reglement of de beslissing van het college van burgemeesters en schepenen overeenkomstig artikel 18, § 2 van voornoemde wet van 10 november 2006.

Artikel 15 : overgangsbepalingen

Elke nieuwe aanvraag, ingediend na de inwerkingtreding van dit reglement, zal worden beoordeeld volgens de procedures voorzien in dit reglement.

Bestaande inrichtingen moeten uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van deze verordening worden geregulariseerd en aangepast zijn aan de procedures waarin deze verordening voorziet. Na deze overgangperiode zijn bestaande machtigingen nietig. Dit reglement treedt 5 dagen na publicatie in werking.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 07 September 2022.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

Cécile JODOGNE